

LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 15 JUIN 2015

SOMMAIRE

- 1) Un mauvais choix
- 2) Elle veut stopper...
- 3) La façade
- 4) Depuis 1972
- 5) Plus, plus...
- 6) Hirsch enlise le...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Martine Aubry, naufragée de Poitiers



Martine Aubry, le 9 mars, à Lille. (Photo Philippe Huguen.AFP)

La maire de Lille a perdu sa fédération du Nord, et ce qu'elle portait dans le congrès PS risque bien de ne pas être appliqué.

Du grand art. Malgré son absence au gouvernement, Martine Aubry se voulait une personnalité de gauche incontournable. Celle qui avait endossé le rôle de bonne conscience d'une «nouvelle social-démocratie» face au «social-libéralisme» devant lui permettre de maintenir l'«équilibre» dans la majorité, isoler les plus à droite de son parti et maintenir les positions de ses amis dans les fédérations socialistes. L'histoire du PS retiendra une chose : ce 77e congrès aura été celui où Aubry s'est fait «marcher dessus» – pour reprendre les mots d'un député – sans dire un mot à la tribune. Ainsi, sitôt les portes de Poitiers fermées, la motion majoritaire – dont elle se vantait avoir «tenu la plume» – a vite été rangée dans le grand placard socialiste des textes qu'on ne respectera pas tandis que le gouvernement reprenait ses coups de canif dans le code du travail. Ultime humiliation, Aubry a perdu jeudi soir sa fédération du Nord. Son fidèle Gilles Pargneaux, eurodéputé, s'est fait distancer dès le premier tour. Un désastre.

La maire de Lille pourra toujours se consoler d'avoir sauvé – mais pour combien de temps encore ? – la tête de Pierre de Saintignon comme chef de file des socialistes en Nord-Pas-de-Calais-Picardie. La candidature de cet ami de longue date, premier adjoint à Lille, a pourtant du mal à passer dans les fédérations picardes et calaisiennes. Elle pourra aussi se réjouir, comme s'en félicitait un de ses proches à Poitiers, de n'avoir «pas donné le parti à Valls».

Vieille garde, nouveaux ennemis

Il n'empêche : la défaite de Pargneaux devant les militants du Nord prend des allures de fin de règne pour l'ex-première secrétaire du PS. Elle illustre les fragiles fondations de la maison Aubry. Certes, elle a la main sur son bastion Lillois, gardé sans trop de problèmes aux municipales l'an dernier et où les scores aux départementales ont été bons.

Mais alors que Pargneaux était contesté localement, elle a pris le risque de le maintenir jusqu'au bout, tentant de rafistoler l'édifice avec des promesses de rénovation et allant jusqu'à envoyer aux militants un courrier de trois pages, la veille du vote, pour appeler à élire l'eurodéputé.

Camouflet total : malgré l'intervention de Paris et – pour la forme – de l'exécutif, la vieille garde nordiste et ses nouveaux ennemis – le ministre de la Jeunesse et de la Ville, Patrick Kanner, en tête – ont eu sa peau. Les premiers, proches historiques de Pierre Mauroy, n'ont jamais accepté que la fille de Jacques Delors leur souffle l'héritage lillois. Le second, ancien adjoint d'Aubry à Lille, rêve de l'hôtel de ville en 2020 et veut tout faire pour bloquer la route au député de l'Essonne, François Lamy, qu'Aubry a fait venir dans le Nord il y a quelques mois. Et, sur ce coup, ils ont été bien aidés par ceux, plus à gauche, aussi fatigués par la gestion des affaires militantes locales par Pargneaux que blessés par le refus d'Aubry de les rejoindre pour constituer, au congrès de Poitiers, une alliance destinée à faire basculer la majorité du PS de leur côté.

Oubliée la motion votée

Ses proches estiment qu'en ayant choisi la motion A du premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, ils auront contraint le gouvernement à engager la «réorientation» qu'ils prônent depuis des mois. Las... Ce qu'il reste de milliards pour le «Pacte de responsabilité» ne sera pas utilisé à autre chose qu'à aider les entreprises, la «réduction de la CSG sur les premières tranches de revenus» n'aura pas lieu, le gouvernement ne reviendra pas sur les baisses de dotations de l'Etat aux collectivités locales, ni sur l'extension du travail le dimanche, et personne ne parle de cette loi sur la «sécurité sociale professionnelle» que les aubrystes avaient tenu à faire inscrire dans le texte d'orientation choisi par la majorité des militants socialistes. Elle aura beau faire son retour au bureau national du PS, à vouloir jouer sur plusieurs tableaux – critique ouverte du gouvernement après un long silence, puis constitution expresse d'une fausse majorité allant jusqu'à Manuel Valls et les plus à droite du PS sur un même texte d'orientation –, Aubry a fini par perdre son autorité. Et sa crédibilité.

Lilian ALEMAGNA



II) Ségolène Royal voudrait stopper la vente du désherbant Roundup de Monsanto



Archives. La ministre de l'Ecologie Ségolène Royal a annoncé la prochaine interdiction d'un produit pesticide. LP / Delphine Goldsztejn



La guerre aux pesticides est officiellement déclarée à quelques mois de la conférence sur le changement climatique à Paris, la COP21.

La ministre de l'Ecologie Ségolène Royal a affirmé, dimanche sur France 3, vouloir arrêter notamment la vente libre, dans les jardinerie, du désherbant vedette de Monsanto, le Roundup. Il s'agit pour elle de lutter contre les effets néfastes des herbicides mais aussi des pesticides.

«La France doit être à l'offensive sur l'arrêt des pesticides» et «je vous annonce que j'ai demandé aux jardinerie

leparisien.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) La posture morale est mauvaise politique

Eric Le Boucher



Jean-Christophe Cambadélis et Christian Paul, le 5 juin 2015 à Poitiers.
REUTERS/Régis Duvignau.

La droite a tort de critiquer l'«accord de façade» conclu par la majorité: au PS, il n'y a plus que la façade.

La droite a tort de critiquer le résultat du congrès du Parti socialiste à Poitiers pour n'y voir qu'un «accord de façade» autour de la motion hollandienne. C'est ignorer qu'au PS, il n'y a plus que la façade. Le débat n'a plus de fond, il n'est que de posture. Les divergences entre les «motions», les courants, ne portent plus que sur des riens. Les symboles «de gauche» sont astiqués d'autant plus fortement sous le nez des médias que, derrière, «l'autre politique» n'existe plus. Les références à Marx ou Keynes sont agitées d'autant plus fréquemment qu'elles sont devenues des figurines vides.

Qu'est-ce qui distingue, au fond, la motion A, majoritaire, de la motion B des frondeurs? Ni l'analyse d'une France «fracturée» qui «a tout les talents pour stopper le déclin». Ni l'objectif de «reconquérir l'égalité réelle et mettre sur pied un système productif durable». Ni même le besoin de retracer «un idéal démocratique» et d'entreprendre un travail idéologique de fond sur «les valeurs» de la gauche. Tout cela est dit aussi par François Hollande et partagé par tous les socialistes. Tout cela est d'ailleurs partagé aussi par l'essentiel des gens de droite tant il s'agit du «modèle français», mais passons.

Une divergence «fondamentale»?

La motion B demande une réforme fiscale, une hausse du Smic, l'Europe sociale, des mesures écologiques, autant de propositions classiques émises comme pour mémoire. Le vrai sujet n'est

pas là. La focalisation est faite sur une divergence «fondamentale» qui cristallise les «débat» socialistes depuis trois ans. Elle porte un seul et petit chiffre: 15 milliards d'euros. Christian Paul, le leader des frondeurs à Poitiers, dénonce le Cice, qui redonne 40 milliards aux entreprises. Il y voit un «changement de ligne doctrinaire et massif», le gouvernement est passé d'une politique de la demande à une politique de l'offre: voilà qui lui permet une belle posture de lutte. Mais, curieusement, il ne demande pas de supprimer le Cice, il demande que, dans le total conservé, 10 milliards en 2016 et 5 milliards en 2017 soient «rediscutés» pour aller à l'industrie qui en a vraiment besoin. On avouera qu'une divergence fondamentale, «doctrinaire», pesant 15 milliards, soit 1% du budget de l'Etat, c'est zéro. Mais peut s'y accrocher tout le verbiage «à la Montebourg», contre «l'austérité», contre Bruxelles et contre l'Allemagne.

Chaque réforme du gouvernement fait l'objet d'une attaque semblable de la gauche de la gauche, clinquante mais creuse. Ainsi du travail le dimanche, présenté comme «un choix de société». Ainsi, cette semaine, des mesures en faveur des PME-TPE. Le barème des indemnités aux prud'hommes pour les salariés licenciés sans cause est dénoncé: «Le gouvernement ne plafonne pas les rémunérations des patrons, il plafonne les indemnités chômage.» Jolie démagogie, mais établir la prévisibilité des jugements était nécessaire à la fois pour la bonne justice (l'égalité des salariés) et la bonne économie (ôter un obstacle du marché du travail).

Sur les «valeurs», le débat sonne faux

Sur les «valeurs», le «débat» est tout autant faux, mais le gouvernement n'ose pas le mener. Concernant les migrants, Manuel Valls veut montrer que la gauche n'est pas laxiste, il croit que c'est utile pour reconquérir les classes populaires. Peut-être. Il devrait surtout démontrer que la posture «morale» fait une mauvaise politique. Ce serait facile. Ainsi du logement des migrants, sujet de polémique. Il existe 75.000 places dans les foyers Adoma (ex-Sonacotra), dont l'Etat est actionnaire à 57% et la Caisse des Dépôts à 43%. Mais ils sont occupés par des anciens migrants, des anciens travailleurs pauvres devenus retraités, les foyers des grandes villes sont saturés, pas ceux des régions. Que peut-on faire?

La SNI, filiale de la Caisse, a un plan d'ensemble pour les logements sociaux qui consiste à faire

évoluer les ménages dans les différentes catégories de logements, selon leur situation, en considérant le logement comme un flux et non pas un droit acquis à ne jamais déménager. La SNI voulait, notamment, reprendre les logements Adoma pour les mêler aux 215.000 siens et permettre de dégager des places libres pour les demandeurs d'asile. Tout le monde serait relogé, mais pas forcément à Paris et, au passage, les chambres seraient rénovées et agrandies. Mais Cécile Duflot, ministre, a tout bloqué pendant deux ans au motif... que la SNI ce n'est pas l'Etat, lui seul est «garant de l'intérêt général».

Cette vision purement idéologique est partagée par les associations d'aide aux sans-abri, qui avec toute la bonne volonté du monde demandent encore et encore des crédits, alors qu'il est possible de faire beaucoup mieux avec l'argent disponible, à commencer par les 100 millions distribués aux gérants d'hôtel, marchands de sommeil. Le droit au logement est en échec parce qu'on renonce au pragmatisme pour se draper dans des postures. Mme Duflot aujourd'hui parle de «Waterloo moral», elle en est la responsable.

Les frondeurs disent que la politique de l'offre de Manuel Valls est en échec, l'emploi ne repart pas. Mais où leur politique marche-t-elle? En Argentine? Au Venezuela? En Grèce? Le mélange de promesses démagogiques et de conservatisme idéologique, le tout entouré d'un ruban moral, conduit dans les faits à l'inefficacité absolue. L'exercice du pouvoir force à tenir compte d'une réalité brutale: ce qui marche n'est pas forcément étiquetable «de gauche», estampillage datant des années 1970. La création d'emplois passe par le renoncement au modèle d'hier: «une politique de la demande» payée par du déficit. Mais, à gauche, il est plus facile de se payer de mots et d'aller devant les télévisions présenter sa poitrine en défense du peuple. Beaucoup ne résistent pas. Ils ne proposent rien de possible. Mais on parle d'eux.

Eric Le Boucher



LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Hollande hué aux 24 Heures du Mans



François Hollande a été accueilli par Jean Todt, le président de la Fédération internationale automobile, et Pierre Fillon, président de l'Automobile club de l'Ouest, organisateur de la course - AFP PHOTO / JEAN-FRANCOIS MONIER

Un président de la République en exercice n'était plus venu aux 24 Heures du Mans depuis 1972 et ce déplacement a été plus mouvementé que prévu pour le chef de l'Etat.

Un président de la République en exercice n'était plus venu aux 24 Heures du Mans depuis 1972 et il n'est pas dit que François Hollande y reviendra avant la fin de son mandat. Arrivé vers 11h30 sous un grand soleil, le chef de l'Etat a été accueilli par Jean Todt, le président de la Fédération internationale automobile (FIA), et Pierre Fillon, président de l'Automobile club de l'Ouest (ACO), organisateur de la course.

Alors que le speaker annonçait la présence de François Hollande sur le circuit - celui-ci était en train de remonter la ligne droite des stands - le président de la République a été hué par une partie de la foule présente dans les gradins. Le chef de l'Etat a tout de même assisté au départ de la course d'endurance à 15 heures.

« Pas de campagne qui soit prévue »

"C'est pas la saison, il n'y a pas de campagne qui soit prévue", avait affirmé plus tôt ce samedi François Hollande se défendant de toute pré-campagne présidentielle alors qu'il multiplie les déplacements, en France comme à l'étranger, depuis plusieurs semaines.

"Il n'y a pas d'accélération par rapport à une échéance, ça n'a pas de sens", avait déjà assuré vendredi le président de la République à Angers, à mi-chemin d'une journée-marathon, entamée à Nantes au Congrès de la Mutualité française et qu'il devait achever au Musée d'art contemporain du Val-de-Marne, à Vitry-sur-Seine.

Le président était au sommet du G7 lundi en Bavière, a fait une visite à Tulle mardi, était au sommet européen UE-Amérique latine mercredi à Bruxelles, est intervenu à l'Organisation internationale du travail jeudi à Genève, avant de passer à Nantes puis Angers et Vitry-sur-Seine vendredi.

Valls interpellé sur l'Insécurité à Mayotte

Sécurité, immigration, éducation et développement: Manuel Valls a fait de son côté plusieurs annonces à Mayotte. Du chef-lieu de l'île aux parfums, à Chirongi (Sud), Coconi (centre), partout le Premier ministre, accompagné de Najat Vallaud-Belkacem (Education) et George Pau-Langevin (Outre-mer), a été reçu par des foules de femmes en salouva entonnant des chants traditionnels, dansant au rythme des biwis (bâtons de bambou), et le ceignant de colliers de jasmin.

Interpellé par le président du conseil départemental Soibahadine Ibrahim Ramadani (droite) sur l'insécurité qui "pourrit" la vie des habitants, celui qui fut ministre de l'Intérieur a annoncé l'arrivée en août à Mayotte d'un peloton de gendarmerie supplémentaire (16 hommes) pour faire face à ce "fléau", notant "le niveau inquiétant de la délinquance".

"Mayotte c'est pleinement la France et la France est pleinement Mayotte"

Quant à l'immigration clandestine, qui "fragilise la cohésion de l'île" -- près de 80.000 migrants illégaux seraient sur l'île, qui compte officiellement 212.000 habitants --, Manuel Valls a reconnu que, depuis Anjouan (Comores), "les départs de kwassa-kwassa ne cessent pas en dépit des moyens que nous avons déployés (radars, moyens nautiques, effectifs)". Un renforcement de 44 agents pour la police aux frontières en vue de l'ouverture d'un nouveau centre de rétention en septembre a été annoncé.

"Mayotte c'est pleinement la France et la France est pleinement Mayotte": il a dès ses premières déclarations affirmé l'appartenance du jeune

département à la République française et "ancré" encore plus ce DOM via deux documents. D'abord un contrat de plan Etat Région (CPER) pour 2015-2020 a été signé pour permettre d'injecter 378 millions d'euros à Mayotte. "L'Etat y apporte sa plus forte contribution de France, rapportée au nombre d'habitants", soit 880 euros par Mahorais et cinq fois plus que dans le reste du pays, a insisté Manuel Valls.

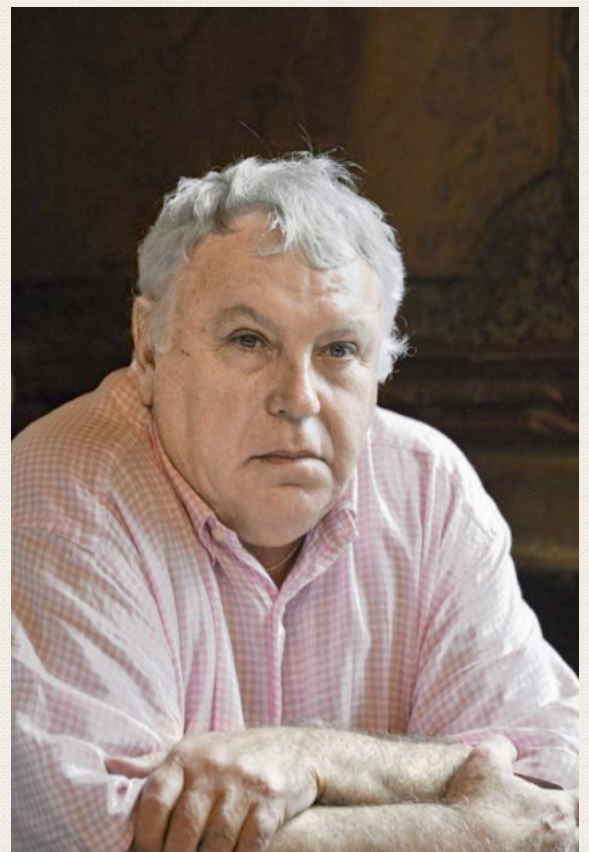
Ensuite, le document stratégique Mayotte 2025, annoncé l'an dernier lors de la venue du président Hollande, a été signé. Il engage l'Etat et les élus sur une vision partagée du développement économique, de cohésion sociale, de santé, et d'éducation

Source AFP

lesechos.fr

V) Gérard Filoche : « Plus on facilite le licenciement, plus il y a de chômage »

Propos recueillis par César Prieto L'Humanité



Gérard Filoche est membre du bureau national du PS
Photo : Guillaume Clément

L'ancien inspecteur du travail Gérard Filoche, socialiste «frondeur», voit dans l'annonce de Valls la continuation de la politique néolibérale de Macron. Au détriment des droits des salariés, ses mesures ne font qu'alimenter la dérive financière des entreprises.

Le gouvernement veut voir établi un «barème» des indemnités accordées par les prud'hommes en fonction de la taille de l'entreprise. N'est-ce pas l'introduction d'une inégalité de traitement des salariés, qui ne pourront plus prétendre aux mêmes réparations pour un préjudice équivalent ?

Gérard Filoche Oui, bien sûr. Le remplacement des juges par des barèmes n'a jamais été un procédé très démocratique. Le licenciement est codifié par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, par la Charte européenne de 1999, par la convention n°158 de l'Organisation internationale du travail, lesquelles imposent qu'il y ait une information sur le licenciement, qu'il y ait une motivation au licenciement et, surtout, qu'il y ait la possibilité de se défendre et de faire recours en cas d'abus de la part de l'employeur. On ne parle même pas de droit du travail, ce sont des droits de l'homme ! En plus du fait que les indemnités sont déjà très basses, là ils s'attaquent à des situations qui finissent aux prud'hommes, c'est-à-dire celles où il y a conflit entre le salarié et le patron, c'est-à-dire les licenciements abusifs ! L'instauration de barèmes va profiter aux délinquants patronaux qui ont transgressé la loi.

Manuel Valls affirme que les employeurs «hésitent à embaucher car ils ressentent trop d'incertitudes dans leur environnement», tout en admettant que «cette crainte est parfois exagérée ou purement psychologique». Le respect du droit du travail, est-ce un «frein à l'embauche» ou une chimère inventée par le Medef ?

Gérard Filoche C'est une complète chimère qui remonte aux années 1986, quand Yvon Gattaz, père de Pierre Gattaz (et président du patronat français – NDLR), voulait la fin du contrôle sur les licenciements en disant qu'il allait créer de l'emploi. Et ça fait 30 ans que le chômage augmente. Ça ne marche évidemment pas ! Plus on facilite le licenciement, plus il y a de chômage. Ces discours sont de la propagande médiocre sans aucun effet sur l'emploi. Ce sont les carnets de commandes qui font de l'emploi. Si Valls veut créer de l'emploi, je lui conseille, par exemple, de rendre les 11milliards qu'il a retirés aux

collectivités territoriales.

Le gouvernement reporte à l'été l'évaluation des effets du pacte de responsabilité, tout en annonçant immédiatement de nouveaux allègements fiscaux et sociaux pour les PME. Est-ce la voie à suivre ?

Gérard Filoche À chaque fois que l'argent a été donné, prenons l'exemple des PME de la restauration (15milliards sous forme de baisse de TVA pendant 5 ans), les entreprises n'ont pas créé un seul emploi, n'ont rien modernisé. Elles ont juste augmenté leurs profits. Et c'est pareil pour les multinationales, qui reçoivent 41milliards de l'État alors qu'elles vont blanchir leur argent au Luxembourg. La théorie de Macron, c'est le ruissellement : en donnant de l'argent à ceux d'en haut, ça finit par retomber jusqu'en bas. Mais ça ne marche pas ! Ceux d'en haut siphonnent, et rien ne retombe, si ce n'est pour les banques et les entreprises financières.

La motion majoritaire au congrès du PS, que le premier ministre a signée, est-elle compatible avec ces nouvelles annonces ?

Gérard Filoche C'était une motion mi-chèvre mi-chou, qui semblait indiquer des améliorations tournant le dos à Macron. Et là, Valls semble suivre sa ligne de renforcer la loi Macron. On va faire avancer les CDD, alors qu'on nous avait dit qu'ils voulaient les faire reculer (accord national interprofessionnel et la loi de sécurisation de l'emploi du 14juin2013). C'est une concession supplémentaire aux patrons, et qui ne va pas créer, là encore, un seul emploi. La loi Macron, prévoit, dans son article103, que si un plan social est retoqué par le tribunal administratif, les salariés ne pourront être ni réintégrés ni indemnisés. C'est la remise en cause du droit du travail, de la dignité du salarié. C'est gouverner au nom du Medef ! Tôt ou tard, les gens vont se rendre compte que le gouvernement de gauche, pour qui ils avaient voté en 2012, n'a fait que suivre les consignes du patronat.

«Pour Gérard Filoche, l'unité de la gauche, ça urge ». Il y a quelques jours, lors du congrès du PS à Poitiers, la motion B conduite par Christian Paul, celle des «frondeurs», a remporté 30% des voix, «ce qui n'est pas rien» nous dit Gérard Filoche. «Je me bats avec les dirigeants de cette motion pour le rassemblement de la gauche dès la rentrée de septembre, en invitant notamment des représentants de Syriza et Podemos», affirme

l'ancien inspecteur du travail, bien décidé à éviter «que Valls ne nous entraîne dans le mur». Pour lui, il faut impulser «une démarche qui bouscule l'actuelle division de la gauche, car on est tous pour que la discussion s'ouvre». Conscient d'être minoritaire au sein du Parti socialiste, Filoche pense que l'opposition aux politiques néolibérales de Valls et Macron est largement majoritaire au sein de la gauche, celle qui s'était mobilisée en mai 2012 pour l'élection de François Hollande.

l'Humanité.fr

"Il faut que DSK revienne en politique"

La relaxe vendredi de DSK dans l'affaire du Carlton sonne la fin judiciaire de quatre années de scandales sexuels qui ont brisé la carrière politique du socialiste. Dernier président du Club DSK, qui a été dissous en août 2014, Gilles Saulière appelle à son retour.

Quel est votre sentiment après la relaxe de Dominique Strauss-Kahn dans l'affaire du Carlton?

Je me dis surtout : "Quel gâchis..." Toutes ces années perdues à cause de polémiques stériles... On s'attendait grandement à cette décision, donc ce n'est pas non plus une surprise. Mais aujourd'hui, le mal est fait.

La France a-t-elle encore besoin de DSK?

Oui. Nous souhaitons qu'il revienne en politique. Son acuité est nette ; sa puissance de synthèse et sa vision du monde sont toujours extrêmement pertinentes. Il manque à la France. D'ailleurs, à part dans notre pays, il reste assez sollicité. Toutes les énergies sont bonnes à prendre et la sienne est de premier choix. Donc oui, ce serait bien s'il revenait aux affaires.

"DSK aurait sa place dans l'exécutif actuel, quelle que soit cette place"

Pensez-vous qu'il le fera?

Ce choix appartient à lui seul. Il a dit qu'il ne le

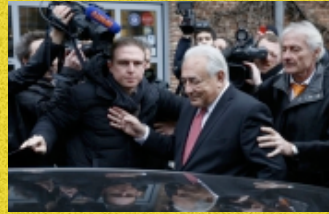
souhaitait pas. Mais tant que ce volet judiciaire était ouvert, il ne pouvait pas s'exprimer clairement sur ce qu'il avait envie de faire. Maintenant, cette page est derrière lui...

"DSK 2017", vous y croyez?

La donne a changé par rapport à 2012, puisque nous avons aujourd'hui un Président de gauche. Dans l'esprit de la Ve République, il serait logique qu'il se représente. Surtout qu'il fait des efforts considérables pour remettre la France en ordre grâce à des préceptes que ne renieraient pas DSK. Je souhaite que Dominique Strauss-Kahn reprenne une action visible et claire. Il aurait sa place dans l'exécutif actuel, quelle que soit cette place.

"Je suis sûr qu'une majorité de Français est aujourd'hui favorable à son retour"

Le club DSK, dissous l'an dernier, va-t-il revoir le jour?



Dominique Strauss-Kahn lors du procès de l'"affaire du Carlton". (Reuters)

Nous allons nous réunir rapidement, dès la semaine prochaine, entre anciens du club pour savoir ce que nous allons faire. On sera bien sûr sensible à que lui ou ses proches pourront dire...

Ces quatre dernières années laisseront tout de même des séquelles pour l'image de DSK dans l'opinion publique...

Il y aura toujours des gens pour dire qu'il n'y a pas de fumée sans feu, que c'est quelqu'un qui a des problèmes... Mais au final, les séquelles seront minimes. Je suis sûr qu'une majorité de Français est aujourd'hui favorable à son retour (44% selon un sondage paru en janvier dernier, Ndlr).

Arnaud Focraud - leJDD.fr

leJDD

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Hôpitaux: Hirsch enlise l'AP-HP dans un conflit longue durée

Par Caroline Coq-Chodorge

L'AP-HP est de nouveau dans la rue, jeudi 11 juin. En trois semaines de conflit, rien n'a bougé. Le directeur général Martin Hirsch campe sur ses propositions et les syndicats refusent de négocier. Dans les 38 hôpitaux, le ton monte face à des directions locales qui ont reçu des consignes de fermeté.

Bruyante, joyeuse, houleuse : la vague de mobilisation de l'AP-HP (Assistance publique - Hôpitaux de Paris) contre le projet de réorganisation du temps de travail est toujours forte, entretenue par des actions sporadiques dans les 38 hôpitaux de l'AP-HP. Ainsi, lundi à 14 heures, à l'hôpital Saint-Louis à Paris, la directrice Ève Parier organisait « en urgence » un « point d'information » sur la nouvelle organisation du temps de travail proposée par le direction générale. Étaient invités les cadres paramédicaux et les médecins chefs de service. Le carton d'invitation a fuité, et une centaine de membres du personnel – soignant, technique et administratif – emmenés par les syndicats ont perturbé la réunion. « Il n'y aura pas d'information sur cette réforme, qui n'est passée dans aucune instance », a crié la déléguée syndicale CGT Karima Salem, au milieu des jets de ballons multicolores et des sifflets. « Il n'y a eu aucune négociation au niveau central, nous voulons le retrait de ce projet, qui est un plan d'économies sur notre dos. » La directrice est repartie sans pouvoir s'exprimer.

Lundi 8 juin, à l'hôpital Saint-Louis, à Paris

http://www.dailymotion.com/video/x2tixs1_mobilisation-a-l-ap-hp_news

Le mouvement reste bon enfant, pour l'instant. Car ici et là surviennent des accrochages. À Saint-Louis, toujours lundi, les syndicats ont organisé un « self gratuit », interrompu par le directeur des ressources humaines (DRH), qui a donné ordre aux agents de cesser le service, en vain. Un huissier a pris le nom des agitateurs.

Dans tous les hôpitaux, les affiches et les tracts en dehors des zones d'affichage sont arrachés... et immédiatement recollés.

À l'hôpital Beaujon, la direction a obtenu de la justice une injonction de déplacer des lits installés dans le hall de l'hôpital. Dans un autre hôpital parisien, des cadres sont convoqués par la DRH pour ne pas avoir fait retirer assez vite des draps suspendus aux fenêtres sur lesquels était simplement écrit « en grève ». « Pourtant, c'est parfois la seule manière pour des agents souvent assignés à leur poste de manifester leur solidarité avec le mouvement », témoignent-elles de manière anonyme. Signe de la tension qui monte : en dehors des syndicalistes, toutes les personnes demandent l'anonymat avant de s'exprimer. Le directeur général assume : il nous a répondu (par mail) qu'il voulait « voir l'action des agents inscrite dans le respect des patients et des règles de droit, faute de quoi [il] se réserve la possibilité de saisir les autorités ». La direction menace également d'utiliser l'argument financier pour calmer le mouvement : habituellement, les personnels grévistes ont le choix entre la suppression d'un jour de congé ou la retenue sur salaire. Martin Hirsch a affirmé aux syndicats qu'il imposerait le retrait sur salaire dès la fin du mois de juin.

Inlassablement, dans les médias et aux syndicats, il répète pourtant qu'il est pour le « dialogue social ». Mais inlassablement les faits le contredisent. En mars, il initie ces négociations dans Les Échos par un chantage à l'emploi : les agents de l'AP-HP doivent renoncer à des RTT pour éviter la suppression de 4 000 postes. Alors qu'aucun projet de réforme du temps de travail n'est encore sur la table, tous les syndicats mobilisent avec succès le 21 mai : 8 000 personnes se sont massées avenue Victoria à Paris, devant le ministère de la santé. Le soir même, la direction estime à 34 % le nombre de grévistes et prend acte d'un « mouvement suivi et d'importance ». Martin Hirsch propose alors de renouer le dialogue sur « une base nouvelle ».

Le 2 juin, il formule enfin des propositions fermes dans un document de onze pages. Il assure avoir entendu le « désaccord exprimé par les organisations syndicales », les « inquiétudes » des agents. Et il propose une méthode qui permette de « s'assurer que la réforme proposée, qui vise l'amélioration de la prise en charge des patients, avec un retour en faveur des personnels de l'AP-HP, est équilibrée ». Autrement dit, tout le monde doit y trouver son compte, y compris la direction, qui cherche où elle le peut des sources d'économies.

Dans ce document, la direction s'engage à ce que « 80 % de l'efficacité soit atteinte par d'autres voies que des économies sur la masse salariale ». L'« efficacité », en novlangue technocratique, désigne le différentiel entre le budget accordé aux hôpitaux, en hausse de +2 % en 2014, et la progression naturelle des dépenses, évaluée à +4 %. Pour l'AP-HP, le premier CHU de France, 150 millions d'euros doivent être économisés, dont 20 % sur la « masse salariale ». Les agents doivent donc se serrer la ceinture à hauteur de 30 millions d'euros.

Pour y parvenir, beaucoup d'hôpitaux usent du même tour de passe-passe : retravailler les complexes organisations du travail, en diminuant les temps de transmission, ces moments où deux équipes se croisent et se transmettent les informations sur les patients.

Martin Hirsch propose de limiter la journée de travail à 7 h 30, au lieu de 7 h 36, réduisant ces temps d'échange de six minutes. Puisque la journée est plus courte, la semaine l'est aussi : elle n'est plus que de 37 h 50 environ, ce qui ouvre des droits à 15 jours de RTT seulement, au lieu de 18 actuellement. La proposition de Martin Hirsch s'assoit au passage sur les deux journées de RTT extraréglementaires accordées en 2002 à l'AP-HP, ainsi que sur les journées « médailles », qui récompensent l'ancienneté, ou la journée « fête des mères ». « Ce sont donc entre 5 et 9 jours de RTT qui sont supprimés, selon les agents », explique Thierry Amouroux, de la CFE-CGC.

« 2% de productivité en plus depuis 2003 »

Mais Martin Hirsch fait aussi du management : il propose de passer les équipes de soins en « grande équipe » de jour. Aujourd'hui, la plupart des infirmières ou des aides-soignantes de l'AP-HP travaillent invariablement soit le matin, soit l'après-midi. La « grande équipe » permet aux cadres de répartir les effectifs de jour d'un service indifféremment le matin ou l'après-midi, sur une vaste plage horaire courant de 7 heures à 21 h 30.

« Pour gérer l'absentéisme, on lisse les effectifs à partir de maquettes organisationnelles », décrypte une cadre supérieure de santé. Elle manage 200 infirmières et aides-soignantes, dont une partie, les plus jeunes, sont déjà en « grande équipe ». Et la réalité résiste aux théories managériales : « L'hôpital est un métier féminin, où même les médecins sont de plus en plus souvent des femmes. Je prends en compte les situations

personnelles, et je ne fais pas tourner du matin sur l'après-midi les mamans qui ont des problèmes de gardes. Et quel sens cela a de faire bouger quelqu'un, parfois du jour au lendemain, d'une équipe à une autre, parfois d'un service à un autre ? Les compétences sont méprisées, les agents perdent le sens de leur travail. »



Le 21 mai, devant le ministère de la santé à Paris.

Martin Hirsch affirme que le temps gagné avec ces nouvelles organisations permettra non seulement de faire des économies, mais aussi d'améliorer les conditions de travail. Pour ce cadre de santé, « c'est un leurre. On va gagner quelques jours de travail. Mais la suppression des RTT fera progresser les arrêts et donc l'absentéisme. Au final, nous serons tous perdants. Le siège de l'AP-HP est tellement loin de la réalité. Il y a des marges de manœuvre pour faire des économies, mais nous n'arrivons même pas à organiser des réunions de service pour réfléchir à notre manière de travailler. Les effectifs sont trop justes, les infirmières travaillent à la chaîne, et je ne sais plus quoi faire de celles qui ont le dos cassé. Quelle est la vocation de l'hôpital ? N'est-ce pas d'aider les gens à surmonter des situations de vulnérabilité ? Pourtant, il rend aujourd'hui son propre personnel vulnérable ».

Les hospitaliers sont en effet surexposés aux risques professionnels, comme le montre l'étude Sumer publiée par le ministère du travail. Ils cumulent tous les facteurs de risques : ils travaillent en horaires atypiques, supportent des contraintes physiques, sont exposés à des produits chimiques, ressentent une forte « tension au travail », déclarent « manquer de moyens matériels adaptés et de collègues en nombre suffisant pour effectuer correctement leur travail ». Dans cet environnement de travail sous tension, les accidents sont fréquents : en 2013, selon les derniers chiffres de leur caisse de retraite, 9,3 % des agents hospitaliers ont été arrêtés, en raison

en raison d'un accident de service (8,1 %), d'une maladie professionnelle (0,4 %) ou d'un accident de trajet (0,7 %).

Ces statistiques, l'infirmière Sophie leur donne vie. À 42 ans, elle travaille depuis 13 ans dans un service de réanimation unique en France, qu'elle ne quitterait pour « rien au monde ». Mais la qualité du travail tient au savoir-faire et à l'éthique des médecins et des soignants. « Car on manque de tout : de personnel, de matériel. » Alors que les infirmières font dans ce service beaucoup de manutention de patients immobilisés, il n'y a qu'« un seul lève-malade, partagé entre trois services ». L'été dernier, Sophie s'est blessée au cou au cours de la toilette d'un « patient de 115 kilos. J'ai été immobilisée sept mois, opérée de deux hernies. Pour ne pas perdre la moitié de mon salaire, j'ai repris trop tôt le travail, en mentant au médecin du travail, en serrant les dents ». Elle n'est a priori pas concernée par la réorganisation du temps de travail, car elle travaille en « journées de 12 heures ». Longtemps réservé aux services d'urgences, de réanimation, ou aux maternités, ce temps de travail se développe à grande vitesse dans tous les hôpitaux, parce qu'il est très économique et parce qu'il est réclamé par les infirmières, qui ne travaillent que trois jours par semaine en moyenne. Mais toutes les études montrent une plus grande pénibilité du travail. « Pour élever mon enfant, je suis ravie d'être en 12 heures. Mais c'est épuisant », témoigne Sophie. À l'AP-HP, Martin Hirsch exclut de faire des 12 heures un cadre de travail à l'AP-HP.

Les seuls à ne pas s'être encore exprimés dans ce conflit qui s'étire sont les médecins. Ils ne sont pas concernés par la réorganisation du temps de travail, « mais ils observent attentivement ce qui se passe avec les paramédicaux, qu'ils écoutent », explique Jean-Yves Fagon, chef du service de réanimation médicale de l'Hôpital européen Georges-Pompidou. Ancien directeur médical de l'AP-HP, il explique que « le temps de travail est un sujet extrêmement compliqué, qui doit s'adapter aux prises en charge médicales, service par service. Martin Hirsch est parti sur des principes très généraux et essaie de convaincre que ses motivations ne sont pas seulement économiques. Bien sûr, personne ne le croit ». « Solidaire du personnel », le diabétologue André Grimaldi met cependant en garde contre « les corporatismes. Quelle est la différence entre une journée de 7 h 36 et une autre de 7 h 30 ? Il faut que les infirmières retrouvent de la liberté dans leur journée de travail ».

Pour le diabétologue, cette question du temps de travail distrait de l'essentiel : « Il faut s'opposer aux choix du gouvernement. » Aux côtés d'une petite centaine de médecins hospitaliers, il vient de signer une tribune appelant à « sortir l'hôpital de la crise » (à lire dans le Club de Mediapart). Ces médecins y dénoncent « la volonté des gouvernements successifs de contraindre un peu plus chaque année le budget hospitalier », ce qui pousse les directeurs d'hôpitaux à « demander aux personnels sous statut de travailler plus sans gagner plus, alors même que la "productivité" hospitalière a augmenté selon les sources officielles de 2 % par an depuis 2003 ». Ils engagent plutôt le gouvernement à « construire un service public de la médecine de proximité », à mettre fin au seul paiement à l'activité dans les hôpitaux, à garantir « un travail d'équipe stable à l'hôpital ». Et ils l'enjoignent d'aller chercher d'autres pistes d'économies que sur le personnel hospitalier : sur les médicaments génériques, les transports sanitaires, le fonctionnement bureaucratique de l'hôpital, etc.

En attendant cette ambitieuse réforme du système de santé, même pas à l'état de réflexion, le conflit à l'AP-HP pourrait bien pourrir l'été venu. Le secrétaire général du syndicat infirmier SNPI CFE-CGC, Thierry Amourou, compare l'AP-HP à « une cocotte-minute : si on empêche la soupape de tourner elle peut exploser. Martin Hirsch est dans la communication, un simulacre de dialogue, et il tient des positions à l'inverse de son image sociale. Les personnels se sentent méprisés, je crains qu'ils ne sortent découragés de ce mouvement. Ils ne donneront plus les 30 minutes de travail gratuites qui font tourner l'hôpital. Comment donner à quelqu'un qui vous marche sur les mains ? »

mediapart.fr

A Suivre...
La Presse en Revue